

**Convention de mise à disposition dans le cadre de la mutualisation des services
« Documentation » de la Ville de Dijon et de la Communauté de l'Agglomération
Dijonnaise**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Dijon, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par la délibération du Conseil Municipal en date du 27 janvier 2014, ci-après dénommée « La Ville de Dijon »,

ET :

La Communauté de l'Agglomération Dijonnaise, représentée par son Président agissant en application de la délibération du Conseil Communautaire en date du 30 janvier 2014, ci-après dénommée « Le Grand Dijon ».

PREAMBULE

Considérant que depuis les lois n°99-586 du 12 juillet 1999, n°2002-276 du 27 février 2002 et n°2004-809 du 13 août 2004, les collectivités territoriales et leurs établissements disposent d'un cadre juridique permettant la mise en œuvre de dispositifs de mise en commun de services ou de mutualisation ;

Considérant que dans un souci de meilleure organisation et de bonne gestion des deniers publics, la Ville de Dijon et le Grand Dijon ont souhaité engager une démarche de mutualisation des services, à l'instar de ce qui a été mis en œuvre au niveau des Directions Générales des Services ainsi que des services des ressources humaines, de l'urbanisme, des finances, de l'énergie, du foncier, de l'écologie urbaine, de la Politique de la ville, Emploi - Insertion - Economie Sociale et Solidaire, du Renouvellement urbain et des systèmes d'information et des télécommunications ;

Considérant que ce projet de mutualisation a été présenté aux membres des Comités Techniques Paritaires de la Ville de Dijon et de son Centre Communal d'Action Sociale et du Grand Dijon ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-4-1-II ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de définir les conditions dans lesquelles la Communauté d'Agglomération et la Ville de Dijon mettent en œuvre la mutualisation des services « Documentation » via une mise à disposition réciproque de personnel, au sens de l'article L.5211-4-1 II du code général des collectivités territoriales.

Pour l'application de la présente convention, le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent la situation de mise à disposition de services visée au précédent alinéa.

ARTICLE 2 - PRINCIPES

La Ville de Dijon met à la disposition du Grand Dijon 5 agents :

- le chef de service à hauteur de 20% de son temps ; il est en charge de l'organisation et de la gestion de la Direction (définition du projet de direction, définition de l'offre de services, pilotage de la gestion documentaire, gestion des ressources humaines et gestion financière),
- l'adjoint au chef de service à hauteur de 20% de son temps qui aura pour mission la gestion du cycle de vie des abonnements, la diffusion sélective de l'information et la gestion quotidienne des ressources humaines,
- les trois aides-documentalistes à raison de 20% de leur temps. Ils auront notamment en charge la gestion documentaire : réalisation des produits documentaires, recherches documentaires, mise à disposition de l'information et diffusion des supports.

Le Grand Dijon met à la disposition de la Ville de Dijon 1 agent :

- le référent documentation du Grand Dijon à hauteur de 5% de son temps. Il aura en charge le suivi documentaire et la gestion des achats d'ouvrages.

Les postes et fonctions concernés par cette mutualisation des services « Documentation » pourront être actualisés en fonction de l'état d'avancement de la démarche globale de mutualisation, des projets mis en œuvre et des évolutions de l'organigramme des deux entités administratives. Cette actualisation s'opérera par avenant à la présente convention.

ARTICLE 3 - RESPONSABILITES

Chaque collectivité restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, chaque collectivité assumera seule la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention des fonctions mises à disposition.

ARTICLE 4 - TRANSFERT DE L'AUTORITE HIERARCHIQUE

Pour la part de l'exercice de leurs activités relevant de la Ville de Dijon, le personnel du Grand Dijon mis à disposition mentionné à l'article 2 est placé sous l'autorité du Maire de la Ville de Dijon.

Le Maire lui adresse directement toutes les instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie. Il pourra, le cas échéant, lui donner sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Il en serait de même pour les agents de la Ville de Dijon qui pourraient être mis à disposition du Grand Dijon par la suite.

ARTICLE 5 - SITUATION DES AGENTS MIS A DISPOSITION

Les carrières des agents mis à disposition restent gérées par leur collectivité ou établissement de rattachement respectif, qui continue de leur verser la rémunération correspondant à leur grade et à leur fonction.

ARTICLE 6 - MODALITES FINANCIERES

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 II du code général des collectivités territoriales, les conditions de remboursement réciproque entre la Ville de Dijon et le Grand Dijon, des frais de fonctionnement relatifs aux agents/fonctions mentionnés à l'article 2, sont fixées de la manière suivante.

La Ville de Dijon s'engage à rembourser à la Communauté d'Agglomération les charges engendrées par la mise à disposition, à son profit, des services susmentionnés à hauteur de la quotité indiquée à l'article 2 de la charge nette correspondante, telle qu'elle apparaît dans la comptabilité de la Communauté d'Agglomération.

Ces charges sont constituées en l'espèce par les charges de personnel et frais assimilés (rémunération, charges sociales, taxes, cotisations, frais médicaux, formation, missions).

De même, le Grand Dijon s'engage à rembourser à la Ville de Dijon les charges qui pourraient à l'avenir être engendrées par la mise à disposition, à son profit, de personnels de la Ville de Dijon.

Le remboursement de la Communauté d'Agglomération par la Ville de Dijon et le remboursement de la Ville de Dijon par la Communauté d'Agglomération se feront sur la base de versements annuels, calculés à partir des états de dépenses et des titres de recette émis respectivement par la collectivité et l'établissement public.

ARTICLE 7 - DUREE - RESILIATION

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature et sa notification aux parties.

Elle est établie pour la durée du mandat et expirera au plus tard le 1^{er} jour de l'année suivant le renouvellement des organes délibérants. Elle pourra être reconduite de manière expresse dans un délai de six mois suivant ce renouvellement.

En outre, elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties au premier janvier de chaque année, moyennant le respect d'un délai de six mois suivant la notification de la délibération de l'organe délibérant compétent.

ARTICLE 8 - LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant subvenir dans l'exécution de la présente convention. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Dijon est compétent.

Fait à Dijon le

Pour la Communauté de l'Agglomération
Dijonnaise,

Pour la Ville de Dijon,

Le Président

Le Maire

Date de notification :